



Dans l'Éducation nationale : moyens, salaires, conditions de travail, toutes et tous en grève le 31 mars

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFTD Éducation Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'Action, SUD Éducation et SNUDI FO dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore notre service public d'Éducation et renforcer l'inattractivité de nos métiers que subit déjà pleinement notre département.

Aux 101 fermetures de classes annoncées dans le projet de carte scolaire que le Directeur Académique a communiqué à nos organisations syndicales lundi 23 mars, s'ajoute un projet de refonte du remplacement qui, s'il est appliqué, contribuera à dégrader encore davantage le travail des enseignant-es remplaçant-es et la situation du non remplacement dans les écoles.

Plus de 300 collègues se sont regroupé-es à l'appel de nos syndicats devant les circonscriptions de Montrouge, Bagneux, Fontenay, Meudon – Clamart, Malakoff, Rueil, Suresnes, Nanterre, Courbevoie, Gennevilliers à l'appel des organisations syndicales mardi 24 mars pour exiger l'annulation des fermetures et le retrait du projet de réorganisation du remplacement dans notre département.

Pour nos organisations syndicales, il y a urgence. L'école, ses élèves et ses personnels ne peuvent être la variable d'ajustement d'un budget austère et d'une politique de la rentabilité. Investir pour l'école est une nécessité.

La baisse démographique réelle pourrait servir un autre projet pour l'école et pour la société. Elle pourrait permettre d'améliorer significativement et rapidement les conditions d'apprentissage de nos élèves et de travail de toutes et tous.

C'est pour porter un autre projet pour l'école et pour dénoncer le manque de moyens, les très nombreuses fermetures de classes liées à une dotation de postes négative et pour exiger le retrait du projet de refonte du remplacement que nous vous appelons à vous mettre en grève le mardi 31 mars et à participer à la manifestation de la région parisienne en direction du ministère.

Parce que notre école mérite mieux.